

De l'intérêt de nommer un exécuteur testamentaire

The Benefits of Appointing an Executor

Le législateur suisse a prévu à l'article 517 al.1 du Code civil (CC) que «le testateur peut, par une disposition testamentaire, charger de l'exécution de ses dernières volontés une ou plusieurs personnes capables d'exercer les droits civils». Comme l'écrit le professeur Paul-Henri Steinauer il est admis «que l'exécuteur testamentaire exerce un office relevant du seul droit privé, qu'il agit de façon indépendante et en son nom propre, mais avec des effets pour les héritiers». Cette fonction se distingue notamment de celle d'administrateur officiel (art. 554 CC), de liquidateur officiel (art. 595 CC) et de représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC).

De manière générale, vu la complexité croissante des règles juridiques et fiscales, nous recommandons à toute personne dont la fortune atteint un certain montant de nommer un exécuteur testamentaire. Cela est d'autant plus important dans les cas suivants: lorsque les biens et/ou les héritiers sont respectivement situés ou domiciliés dans des Etats différents; en cas de famille recomposée; dans l'hypothèse où il existe un risque de mésentente entre les héritiers ou de conflit d'intérêts entre ces derniers et les volontés du défunt; si les héritiers n'ont pas les compétences requises pour la gestion de la succession. De manière générale, il résulte de notre expérience que la présence d'un exécuteur testamentaire donne au défunt un certain sentiment de sérénité en ayant la garantie que tout se passera au mieux et conformément à ses désirs après son décès.

Contrairement à ce que pourrait laisser penser le texte de l'article 517 al. 1 CC cité ci-dessus, l'exécuteur testamentaire peut être désigné non seulement par testament, mais également, sous réserve de certaines restrictions, dans un pacte successoral. Il peut s'agir soit d'une personne physique, soit d'une personne morale. Nous recommandons de choisir une personne en qui le testateur a une grande confiance

In article 517 para. 1 of the Swiss Civil Code (CC), Swiss legislation stipulates that: "In the will, the testator may appoint one or more persons with capacity to act to execute the will." As Professor Paul-Henri Steinauer wrote, it is acknowledged that "the executor performs a function that is only relevant under private law, acts independently and in their own name but with effect for the heirs." This function is distinguished in particular from that of estate administrator (art. 554 CC), official liquidator (art. 595 CC) and the representative of the community of heirs (art. 602 para. 3 CC).

As a general rule, in view of the increasing complexity of the legal and tax provisions, we recommend that anyone whose wealth reaches a certain level should appoint an executor. This is particularly important in the following cases: when the assets and/or heirs are located or domiciled in different countries; in the case of blended families; in situations where there is a risk of dispute among the heirs or conflicts of interest between the latter and the wishes of the deceased; if the heirs do not have the capabilities required to manage the estate. Generally speaking, our experience is that the presence of an executor gives the deceased a certain sense of peace as it guarantees that the procedure will be handled in the best possible way and in accordance with their wishes after their death.

In contrast to what the text of article 517 para. 1 CC mentioned above might suggest, the executor may be appointed not only by will but also, subject to certain conditions, in a contract of inheritance. It may be a natural person or a legal entity. We recommend choosing somebody in whom the testator has great trust and who possesses the professional qualities required to perform the tasks entrusted to them. We advise using a natural person given



et qui possède les qualités professionnelles nécessaires pour accomplir les tâches qui lui incomberont. Nous privilégions le recours à une personne physique vu le côté très *ad personam* de ce type de mission. Si le testateur craint que l'exécuteur testamentaire qu'il a désigné décède avant lui, il peut d'ores et déjà dans ses dispositions de dernières volontés lui prévoir un remplaçant. Le titulaire de cette fonction qui peut être de nationalité étrangère ou domicilié à l'étranger peut également avoir la qualité d'héritier. Nous déconseillons cependant cette manière de faire en cas de pluralité d'héritiers dans la mesure où cela crée un déséquilibre entre eux. Il est de loin préférable de nommer quelqu'un de neutre. Au risque de multiplier les frais et les situations de désaccord, il est possible de nommer plusieurs exécuteurs testamentaires. Dans ce cas, l'article 518 al. 3 CC prévoit que les personnes désignées sont réputées avoir reçu un mandat collectif.

Lors du décès, l'autorité compétente, soit le juge de paix dans les cantons de Genève et de Vaud, avise d'office l'exécuteur testamentaire de la mission qui lui a été confiée. L'article 517 al. 2 CC stipule que la personne désignée a 14 jours pour déclarer si elle accepte ou non

cette fonction et que son silence vaut acceptation. Le refus n'a pas besoin d'être motivé, mais l'acceptation ne peut pas être conditionnelle. Sachant que la mission d'exécuteur testamentaire nécessite du temps, des compétences et de la neutralité, nous déconseillons à une personne surchargée, ne disposant pas des connaissances nécessaires ou étant en conflit avec l'un ou les héritiers d'accepter une telle fonction. Une fois sa mission acceptée, il incombe à l'exécuteur testamentaire de solliciter auprès de l'autorité compétente l'octroi d'un document certifiant sa fonction. Ce document lui permettra de se légitimer notamment auprès des institutions et autorités concernées.

Si le défunt n'a pas limité les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire, ce dernier a comme mission notamment selon l'article 518 al. 2 CC d'exécuter les dernières volontés du défunt, d'administrer la succession, de payer les dettes, de s'assurer que les charges sont accomplies et de préparer et exécuter le partage. Concernant l'administration de la succession, il résulte de l'article 595 al. 2 CC en vertu du renvoi de l'article 518 al. 1 CC que l'exécuteur testamentaire doit établir un inventaire des biens du défunt au jour du décès.

the very *ad personam* nature of this kind of work. If the testator fears the executor appointed may die before them, they can provide for a replacement in the provisions of their last will and testament. The person who performs this function may hold foreign nationality, be domiciled abroad or may also be an heir. We nevertheless advise against the latter where there are several heirs as this creates an imbalance between them. Appointing a neutral party is a much more preferable option. At the risk of increasing expenses and the potential for disagreement, several executors may be appointed. In this case, article 518 para. 3 CC stipulates that the persons appointed are deemed to have received a joint mandate.

Upon death, the competent authority - which is the justice of the peace in the cantons of Geneva and Vaud - notifies the executor *ex officio* of the mandate assigned to them. Article 517 para. 2 CC stipulates that the person appointed must state whether they accept the appointment within 14 days of such notification with silence being deemed tacit acceptance. Grounds do not have to be provided for refusal but acceptance cannot be made subject to conditions. In view of the



HOSPITAL SHIPS TO ERADICATE DISEASES OF POVERTY



5 billion people do not have sufficient access to essential surgery. This has to change. Invest with us to transform lives, today and for the future.



To find out more or discuss how you can get involved - contact our Executive Director René Lehmann, at rene.lehmann@mercyships.ch

www.mercyships.ch

Afin de réaliser ses tâches, il a le droit d'agir en justice. Bien qu'il doive accomplir sa mission personnellement, il peut avoir recours à des auxiliaires ou à des spécialistes. Sans entrer dans les détails et de manière très générale, l'exécuteur testamentaire a l'obligation d'informer et de collaborer avec les autorités fiscales concernant notamment les impôts directs qui n'auraient pas été payés par le défunt et l'impôt sur les successions.

En principe, la mission de l'exécuteur testamentaire prend fin lorsqu'il a accompli les tâches qui lui incombent mentionnées ci-dessus. Le plus souvent, il s'agit du moment auquel les actes de disposition résultant du partage ont été exécutés. Il sied de souligner que les héritiers ne peuvent pas révoquer l'exécuteur testamentaire.

Le législateur a prévu à l'article 517 al. 3 CC que l'exécuteur testamentaire a droit à une indemnité équitable. Il résulte de la jurisprudence du Tribunal fédéral que pour fixer le montant de l'indemnité il y a lieu de prendre en considération le temps consacré, la complexité de l'affaire, la durée de la liquidation, l'étendue de la mission, la responsabilité qu'il en incombe, la valeur des actifs successoraux ainsi que les connaissances professionnelles requises.

En guise de conclusion, nous estimons qu'à partir du moment où la fortune du défunt atteint un certain montant ou un certain degré de complexité, il est important de nommer un exécuteur testamentaire. Cette fonction que nous exerçons fréquemment pour nos clients nécessite de bénéficier d'un certain nombre de connaissances professionnelles et d'être en mesure d'y consacrer le temps nécessaire vu notamment la responsabilité qu'elle engendre. ■

fact that the performance of the executor's duties takes time and requires particular capabilities and neutrality, we advise against appointing somebody who is already overburdened, who does not possess the expertise required or who would enter into conflict with one or more of the heirs by accepting the appointment. Once they have accepted the appointment, it is the executor's responsibility to request a document certifying their appointment from the competent authority. This document enables them to prove their legitimacy, in particular vis-à-vis the institutions and authorities concerned.

Unless the deceased has restricted the executor's powers, the latter's function is, in particular, in accordance with article 518 para. 2 CC, to execute the deceased's wishes, to administer the estate, to settle debts, to ensure the duties are performed and to prepare and carry out the division of the estate. With regard to the administration of the estate, in view of article 595 para. 2 CC by virtue of the reference to article 518 para. 1 CC, the executor must draw up a list of the deceased's assets on the day of their death. They are entitled to take legal action to perform their tasks. While they must perform their duties personally, they may call upon auxiliaries or specialists. Without going into detail and in very general terms, the executor is obliged to notify and cooperate with the tax authorities, in particular with regard to direct taxes which have not been paid by the deceased, and inheritance tax.

Generally, the executor's mandate ends when they have completed the aforementioned tasks for which they bear responsibility. This is usually when the powers of disposal resulting from the division of the

estate have been executed. It should be noted that the heirs cannot remove the executor.

In article 517 para. 3 CC, Swiss legislation stipulates that the executor is entitled to adequate recompense for their activities. Under the case law of the Federal Supreme Court, the time spent, the complexity of the matter, the duration of the liquidation, the scope of the duties, the responsibility entailed, the value of the estate's assets and the professional expertise required must be taken into account when establishing the level of recompense.

By way of conclusion, in our view it is vitally important to appoint an executor when the deceased's wealth reaches a certain level or degree of complexity. This role, which we frequently perform for our clients, requires a certain level of professional expertise and the capacity to dedicate the required time to it in view of the responsibility involved. ■